



Centre Hospitalier Intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges (CHIV)
40 allée de la source, 94190 Villeneuve-Saint-Georges

CONSULTATION N°2500009

Accord cadre pour la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés

Règlement de la consultation

ACCORD CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES A MARCHES SUBSEQUENTS

PASSE SELON LA PROCEDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

Conformément au code de la Commande Publique (CCP)

Date limite de remise des offres :
le 22/04/2025 à 12H00

Pouvoir adjudicateur	<p>Le GHT Hôpitaux Confluence Val de Marne-Essonne, composé de deux établissements MCO que sont le Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil « CHIC » et le Centre Hospitalier Intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges « CHIV » a été constitué par décision du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé le 01-07-2016.</p> <p>Il s'est doté le 09-01-2017 d'une convention constitutive.</p> <p>Conformément à l'article R. 6132-16 du code de la santé publique, il revient au CHIC en qualité d'établissement support du GHT Hôpitaux Confluence Val de Marne-Essonne de procéder à la préparation et la passation des marchés publics.</p> <p>Le GHT Hôpitaux Confluence Val de Marne-Essonne est représenté par Madame Laurence GARO en qualité de Directeur Général, 40 avenue de Verdun, 94000 Créteil.</p>
----------------------	--

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1.	OBJET DU MARCHE	3
1.2.	FORME DU MARCHE	3
1.3.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
1.4.	MINIMUM/MAXIMUM DE L'ACCORD CADRE	3
1.5.	DUREE DU MARCHE D'ACCORD CADRE	3
1.6.	DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	3
1.7.	VARIANTE	4
1.8.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
1.9.	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
1.10.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 2.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 3.	MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4.	CONTENU DES CANDIDATURES	5
ARTICLE 5.	CONTENU DES OFFRES	6
ARTICLE 6.	SELECTION DES CANDIDATURES ET OFFRES	6
6.1.	EXAMEN DES CANDIDATURES	6
6.2.	SELECTION DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 7.	EXAMEN DES OFFRES	8
ARTICLE 8.	NATURE DES COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AVEC LES CANDIDATS	8
ARTICLE 9.	CONDITIONS GENERALES D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
ARTICLE 10.	CONDITIONS D'ENVOI PAR TRANSMISSION ELECTRONIQUE	9
ARTICLE 11.	CONDITIONS D'ENVOI PAR TRANSMISSION ELECTRONIQUE	9
ARTICLE 12.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS	9

Article 1. Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent marché concernent la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés. Les prestations attendues concerneront :

- L'alimentation en gaz naturel des points de livraison listés suivants :

N°	Site	Adresse	Réf point de livraison / PCE
01	Centre Hospitalier Villeneuve Saint Georges	40 allée de la source 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES	GI096249
02	EHPAD des Vignes	8 rue des vignes 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES	GI055346

- La mission de responsable d'équilibre conformément à l'article L. 321-15 du code de l'énergie
- Les services associés à la fourniture de gaz naturel pour ces mêmes points de livraison (plateforme Web, Flux de facturation, traitement des demandes au gestionnaire de réseau de distribution (GRD), notamment)

Lieux d'exécution : Département 94

1.2. Forme du marché

La procédure de consultation est l'appel d'offre ouvert en applications des dispositions des articles L2124-2, R2124-1 et R2124-2 1^{er} du Code de la commande Publique (CCP)

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1°, et R. 2162-1 à R2162-10 du code de la commande publique. L'accord-cadre permettra de remettre les attributaires en concurrence par l'intermédiaire d'un marché subséquent. Chaque marché subséquent sera passé et attribué à un seul titulaire dans les conditions définies dans le Cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP).

1.3. Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots au motif que la dévolution risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.4. Minimum/maximum de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum avec un maximum fixé à 87 848,90 MWHPCS sur la durée de l'accord-cadre (calcul sur la base de la CAR/consommation constatée en 2024 x durée du marché + 30%)

1.5. Durée du marché d'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois.

Le contrat est résiliable par décision de l'acheteur public, notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum trois mois avant l'échéance.

1.6. Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents, conclus avec le titulaire, passés sur la base de l'accord-cadre, seront de 12 mois avec un début de livraison impératif au 01/09/2025.

L'Acte d'Engagement de chacun de ces Marchés Subséquents mentionnera également la date de début de fourniture, définie comme la date de début d'exécution de l'obligation de fourniture et l'acheminement de gaz.

Le décalage entre la date de notification du marché subséquent et celle du début de fourniture tient compte des délais inhérents à la procédure de changement de fournisseur qui inclut en particulier l'ensemble des démarches du titulaire du marché subséquent envers le pouvoir adjudicateur et le distributeur de gaz.

La notification des marchés subséquents engage le Titulaire du marché subséquent envers la Pouvoir Adjudicateur et le GRD à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations telles que décrites au CCATP, ainsi que de l'ensemble des engagements contenus dans le mémoire technique du titulaire.

Les prestations se terminent à la fin du marché subséquent. Aucun marché subséquent ne pourra être conclu après l'échéance de l'accord-cadre.

1.7. Variante

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres à l'accord-cadre est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Le délai de validité des offres de prix de chaque marché subséquent est fixé à 5h00 à compter de la date et heure limite de réception des offres. Le candidat retenu sera informé de la décision d'attribution dans le délai de validité des offres.

1.9. Nomenclature communautaire

Les références à la nomenclature européenne CPV associée(s) à la présente consultation sont :

- 09123000-7 Gaz Naturel
- 65210000-8 Distribution de gaz

1.10. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les cotraitants et sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du TITULAIRE. En cas de groupement d'entreprises, la composition détaillée du groupement ainsi que son mandataire devront être présentés à l'acte d'engagement. Au moment de l'attribution du marché, le Pouvoir Adjudicateur demandera aux membres du groupement de se constituer en groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Article 2. Contenu du dossier de consultation

Le DCE est composé des documents suivants :

- Acte d'engagement
- BPU correspondant à la liste des points de livraison avec les Détails quantitatifs estimatifs
- Le présent Règlement de Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP)
- Les pièces administratives et techniques susnommées demeurent communes à l'accord-cadre et à tous les marchés subséquents.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est disponible sur le site <https://marches.maximilien.fr>, gratuitement, en accès direct non restreint et complet.

Article 3. Modification du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation de cet accord cadre au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

La personne publique pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Article 4. Contenu des candidatures

Les candidats auront à produire, les pièces ci-dessous définies :

- DUME ou DC1 Lettre de candidature - DC2 Déclaration du candidat
 - o Soit candidature DUME (Document Unique de Marché Européen).

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du DUME en lieu et place des formulaires DC1, DC2 et le cas échéant DC4.

Le candidat peut compléter le DUME Acheteur proposé par le Pouvoir Adjudicateur sur la plateforme PLACE ou fournir son DUME en pièce libre. Sa version disponible sur les profils d'acheteur permet de répondre aux exigences du principe du « Dites-le-nous-une-fois ».

- o Soit candidature hors DUME

Les candidats utiliseront les formulaires DC1 et DC2 pour présenter leur candidature. Ces formulaires sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>.

En cas de groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera signé par chaque membre du groupement, ou par le mandataire dûment habilité qui devra joindre les habilitations nécessaires.

- Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (si le signataire est une autre personne physique que le chef d'entreprise ou le gérant)
- Les attestations justifiant de la régularité de la situation du candidat eu égard à ses obligations fiscales (à demander aux services des impôts) et sociales (délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois à renouveler jusqu'à la fin du contrat).
- En cas de redressement judiciaire, copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité.
- Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L.5212-1 à 4 du code du travail (liste des travailleurs étrangers)
- Pour les entreprises établies à l'étranger, la copie de la déclaration de détachement de salariés étrangers et la désignation du représentant de l'entreprise sur le territoire national (article R1263-12 du code du travail),
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché subséquent,
- Certificats de qualifications professionnelles et/ou références similaires au présent marché dont le candidat est titulaire sur ces trois dernières années
- Copie de l'autorisation d'exercer l'activité de fourniture de gaz en cours de validité conformément aux articles L 443-1 à L 443-9 du Code de l'énergie

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir Adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs économiques. Il est précisé que pour assurer la confidentialité des offres, un même candidat ne peut pas répondre au sein de plusieurs groupements. Si lors de l'examen des dossiers de candidature, le pouvoir adjudicateur constate l'absence de certaines pièces ou l'insuffisance de certaines informations demandées, il pourra être décidé de demander à tous les candidats concernés de produire les éléments manquants sous un même délai. De plus, il est précisé que les documents ayant une durée de validité limitée devront être établis pour une période couvrant la date d'ouverture des plis. Il pourra être demandé à tout moment au titulaire des documents en cours de validité.

Article 5. Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, complété, daté et signé par les représentants qualifiés des candidats (personne dûment habilitée pour engager le candidat) ayant vocation à être TITULAIRES de l'accord-cadre ; l'acte d'engagement de l'accord cadre sera matérialisé durant la phase d'attribution.
- Le BPU remis afin de répondre à l'accord-cadre permet d'évaluer le candidat au regard du critère prix au stade de l'accord-cadre. Seuls les prix remis au stade de la passation des marchés subséquents seront engageants.
- Un mémoire technique dans lequel le candidat fournira tous les renseignements relatifs aux critères de jugement des offres ainsi que tous les autres points jugés utiles par lui.

Ce mémoire constitue une pièce contractuelle et, à ce titre, engage les TITULAIRES de l'accord-cadre. Les dispositions du mémoire seront rendues contractuelles pour toute la durée de l'accord cadre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée. Par ailleurs, toute offre ne répondant pas à minima aux exigences indiquées dans le CCATP sera déclarée irrégulière et éliminée.

Tant pour l'accord cadre que les marchés subséquents, la signature électronique est autorisée (possible mais non requise) pour la réponse des soumissionnaires.

Article 6. Sélection des candidatures et offres

6.1. Examen des candidatures

Les critères relatifs à la candidature sont les compétences professionnelles, techniques et financières.

Le Pouvoir Adjudicateur vérifiera :

- La recevabilité des candidatures et le caractère complet du dossier,
- La capacité juridique, financière et technique des candidats à exécuter la prestation.

6.2. Sélection des titulaires de l'accord-cadre

Au stade de l'accord-cadre, l'offre est évaluée sur :

Critère	Pondération
Technique de l'offre	100%

Détails du critère technique :

Le mémoire technique expose la manière dont le candidat exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions de l'accord cadre. Le critère valeur technique sera jugée en fonction des renseignements fournis par le candidat dans le mémoire technique. Il correspondra à l'addition des notes obtenues pour chaque sous-critère.

- Sous critère 1 : Plateforme Internet notée sur 30 points :
 - Ergonomie de l'outil proposé et possibilités de personnalisation et des accès, sur 10 points
 - Qualité et fonctionnalité du suivi des consommations et de la facturation disponible sur la plateforme internet du candidat, sur 10 points.
 - Fonctionnalités proposées pour la gestion du contrat (ajout/ suppression de site) et modalités de suivi du contrat proposées via la plateforme, sur 10 points
- Sous critère 2 : Relation clientèle notée sur 30 points :
 - Interlocuteurs et services dédiés à la satisfaction et à l'expérience client, sur 10 points
 - Gestion des réclamations et des anomalies dans le cadre du contrat, sur 10 points
 - Modalités de suivi du marché subséquent, sur 10 points
- Sous critère 3 : Conseil en matière d'économie d'énergie et contractuel noté sur 30 points :
 - Modalités des alertes sur les dérives consommations, sur 10 points.
 - Méthodologie mise en place pour la bascule et le changement de fournisseur sur 5 points.
 - Outil de veille sur l'efficacité énergétique et l'actualité du marché du gaz sur 10 points
 - Capacité à apporter du conseil dans le cadre du marché subséquent sur 5 points
- Sous critère 4 : Remise du BPU complété sur 10 points
 - Le candidat fournira un BPU complété de valeurs indicatives à la date de remise des offres. Les cotations pourront être réalisées à J-1 par rapport à la date de remise des offres.

Chaque sous-critère technique est apprécié selon le barème suivant :

- Très satisfaisant : 100% de la note : Le candidat a fourni les informations ou les documents et le contenu répond pleinement aux exigences demandées tout en présentant des avantages significatifs.
- Satisfaisant : 75% de la note : Le candidat a fourni les informations ou les documents et le contenu répond aux exigences.
- Peu satisfaisant : 50% de la note : Le candidat a fourni les informations ou les documents, mais le contenu ne répond que partiellement aux exigences.
- Insuffisant : 25% de la note : Le candidat a fourni les informations ou les documents, mais le contenu ne répond pas aux exigences.
- Absent / hors sujet : 0% de la note : Le candidat n'a fourni aucun élément en rapports avec la demande.

Les notes obtenues pour chaque critère de jugement des offres seront ensuite additionnées pour former la note globale de l'offre.

Pour information : Au stade de l'attribution des marchés subséquents dans le cadre de l'accord-cadre, ces derniers feront l'objet d'une remise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre et seront évalués sur :

Critère	Pondération
Technique de l'offre	5%
Prix	95%

Pour l'évaluation du critère technique le pouvoir adjudicateur reprendra la note obtenue par le candidat au moment de la mise en concurrence de l'accord cadre pondérée à 5%. L'appréciation des offres sera notée globalement sur 100 points et portera uniquement sur les critères énoncés ci-avant.

Article 7. Examen des offres

Avant tout classement des offres, celles-ci sont examinées en termes de conformité. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées sans être classées :

- Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de la personne publique formulées dans les documents de la consultation.
- Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Article 8. Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Tout candidat qui s'aperçoit d'une anomalie dans les clauses qui lui sont proposées, peut avant de remettre son offre, avertir le service de la commande publique, afin que celui-ci, s'il le juge utile, rectifie l'erreur et informe tous les candidats potentiels de cette rectification. De même, les candidats devront faire-part, dans leur dossier, de toute observation concernant le cahier des charges lors de la remise de leur offre, notamment sur les impossibilités techniques qu'ils pourraient y déceler, les incompatibilités avec les utilisations envisagées, les incohérences... Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil de la personne publique au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liées à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation via : <https://marches.maximilien.fr>

Article 9. Conditions générales d'envoi et de remise des candidatures et des offres

L'ensemble des documents fournis par le candidat en réponse au présent appel d'offres est rédigé en langue française et exprimé en euros ou seront accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre conformément à l'article R2143-16 du code de la commande publique. Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte. En application des dispositions prévues aux articles R. 2132-7 et suivants du code de la commande publique, le dossier du candidat (comprenant les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre), est transmis obligatoirement par voie électronique. Les offres devront parvenir à destination avant la date figurant sur la page de garde du règlement de consultation.

Article 10. Conditions d'envoi par transmission électronique

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre. La transmission dématérialisée est effectuée via le profil de la personne publique suivant : <https://marches.maximilien.fr>

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil de la personne publique. Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Article 11. Conditions d'envoi par transmission électronique

L'offre peut être doublée d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB, CD-ROM), remis contre récépissé ou envoyée par courrier recommandé avec avis de réception à l'adresse figurant sur la page de garde du présent document. Le contenant de la copie de sauvegarde devra comporter les mentions suivantes : NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE, et préciser l'objet du marché, le nom du candidat et son adresse. La copie de sauvegarde ne peut être envoyée par courriel ou via une plateforme externe de téléchargement. Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté,
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, sous réserve que le pli ait commencé à être déposé sur la plateforme de dématérialisation avant la date et heure limite de réception des plis.

Si la copie de sauvegarde est sur un support électronique et qu'un programme malveillant est détecté, l'offre sera rejetée.

La copie de sauvegarde doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des candidatures et offres à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil
Bâtiment H – Entresol 1
DISP – Direction de l'Investissement et de la Stratégie Patrimoniale
Secrétariat
40 avenue de Verdun
94000 Créteil
Horaires : 10h-12h et 14h00-16h

Article 12. Voies et délais de recours

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Melun est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Melun
43 avenue du Général de Gaulle
77000 Melun